



**Groupement Syndical Local FORCE OUVRIERE
De la BdD BREST-LORIENT**

CC 73 - 29240 Brest CEDEX 9

Tél : 02.98.22.51.81 – Intérieur : 25 181 / 28 005

Comité Social d'Administration de la Base de Défense Brest-Lorient

Déclaration liminaire

Amiral, mesdames, messieurs,

Ce premier **Comité Social d'Administration** de notre Base de Défense Brest-Lorient, à l'occasion duquel Force Ouvrière souhaite à nouveau remercier les agents qui lui ont fait confiance lors des dernières élections professionnelles, ouvre une nouvelle ère, celle d'un dialogue social d'affichage où tout va bien, où les organisations syndicales sont écoutées, avec de nouvelles instances qui nous permettront de porter les revendications de nos mandants et – à travers eux – de tous les agents et de défendre tout ce petit monde efficacement.

Mais la réalité est tout autre.

Ces nouvelles instances signent encore un peu plus la perte des moyens d'action des organisations syndicales : perte des CHSCT, perte des CAPL et de la parité sur l'avancement, perte des Comités techniques de CMG et enfin – alors que Force Ouvrière interroge l'administration depuis la parution des premières notes d'organisation des élections professionnelles - perte de la représentativité syndicale dans les commissions médicales au sein desquelles nous constatons que l'effet gilet jaune perdure dans l'esprit torturé de certains hauts fonctionnaires, au point d'inventer un mode de scrutin qui fait élire des agents sans étiquette syndicale par les élus des CSA qui eux sont dépositaires d'une organisation syndicale.

Pour Force Ouvrière, il aurait suffi de nous écouter depuis le début en nous laissant monter les listes pour cette instance à l'occasion des élections de décembre 2022. Une autre solution aurait été de nous laisser désigner les 15 membres du conseil médical en fonction de la représentativité au sein de notre CSA. Si l'administration souhaite



réellement un dialogue démocratique avec toutes les organisations syndicales, cela ne peut pas commencer en nous excluant de la sorte.

Nous ne serons jamais les instruments du pouvoir en place et c'est pour cette raison que Force Ouvrière ne tourne pas non plus la page des retraites. Ce dossier n'est pas fermé et laissera un goût amer à ce gouvernement lors du bilan final.

Pour Force Ouvrière, les gouvernements successifs depuis « Nicolas Bismuth » n'ont pas d'autre but que de détruire l'héritage du Conseil National de la Résistance dont c'est le 80ème anniversaire cette année, fondement de notre république et de la justice sociale qui prévoyait que la santé, l'éducation, la sécurité sociale, les conditions de travail, le droit syndical, le droit de grève, le statut général de la fonction publique, le droit de manifester, la liberté d'association, la liberté de réunion et, pour finir, la démocratie seraient nos priorités pour vivre ensemble. Là aussi l'affiche est belle pour déposer une gerbe à la Mémoire de Jean Moulin !

Aujourd'hui, les serviteurs d'un capitalisme débridé qui nous gouvernent considèrent que les valeurs du CNR sont des manques à gagner dans ce ministère. Sous le diktat de Bercy, on privatise tout et on nous prive de tout !

Nous assistons déjà aux effets de cette vaste destruction de la Fonction Publique, qui passe par la lente désintégration du statut, le gel du point d'indice et du bordereau de salaire.

Pour étayer notre constat, il suffit de regarder le taux de recrutement d'agents contractuels sans avenir au ministère et celui de 4139-2, sans lesquels les services seraient à l'arrêt.

Mais vous nous affirmez droit dans les yeux que ça va bien se passer alors que nous constatons au quotidien les problématiques subies par tous les agents à cause – entre autre – de restructurations sans fin et d'un recrutement chaque jour plus déficitaire parce que le Service Public ne fait plus rêver. L'attractivité ne fonctionne pas avec une catégorie C abonnée au SMIC, sans parcours professionnel. Etonnant, non ?!

Et ce ne sont pas les 80 000 futurs réservistes qui régleront quoi que ce soit. Au passage, Force Ouvrière souhaite connaître votre définition d'une Réserve Opérationnelle !

Si ce CSA doit être utile, il doit être le lieu où on se dit les choses et où l'Administration s'engage à mettre vraiment en œuvre les décisions prises en concertation.

Pour Force Ouvrière, quelques exemples des sujets à aborder dans cette instance :

- L'organisation d'essais chez tous les employeurs afin de résorber les distorsions de statuts pour les fonctionnaires et les agents sur contrats, etc., qui occupent des postes appartenant à l'une des 21 professions ouvrières ouvertes au recrutement. Nous revendiquons le même salaire pour tous les agents qui font le même travail au quotidien !
- Une vraie politique sociale publique en stoppant le glissement des prérogatives de l'action sociale des armées vers un établissement privé : l'IGESA.
- L'équité du Plan Famille : ce qui est proposé aux militaires doit l'être aussi aux civils.
- L'intégration du référentiel G2D dans la mise à jour de l'arrêté Amiante
(Force Ouvrière vous demande d'ailleurs de faire un correctif du PV du dernier Comité Technique de BdD pour rendre à FO ce qui appartient à FO : cette revendication).
- L'abrogation de l'article 11 du projet de règlement intérieur pour permettre aux suppléants de prendre part aux débats puisque nous sommes dans un dialogue social de qualité, paraît-il.
- Une présentation officielle du Memento du soutien de la BdD en explicitant ses objectifs et les organismes associés.

En conclusion, Force Ouvrière tient à préciser que ses propos ne sont pas si révolutionnaires que cela, juste républicains. Mais peut-être n'y êtes-vous plus habitués ?

Merci de votre attention